



COLLECTIF DE DEFENSE DE SANTE PUBLIQUE de l'est du Val d'Oise POUR LE MAINTIEN

De l'HOPITAL Gériatrique Adelaïde Hautval AP-HP
(ex Charles Richet) de Villiers-le-Bel

Et pour un VRAI SERVICE PUBLIC de SANTE

Touche pas à



mon Hôpital

DEFENDONS L'HOPITAL PUBLIC

**800 lits publics en moins!! Une attente très longue aux urgences !! Un manque criant de personnels !!
privatisation des EHPAD publics... dans l'est du Val d'Oise , ce constat est dû aux restrictions budgétaires
infligées par le ministère de santé !!!**

**Pour 2018, La ministre de la santé prévoit 4milliards d'euros d'économies sur la santé dont 1,6milliards
d'euros sur les hôpitaux publics et la poursuite de fermetures lits 16 000 lits et la suppression de 22 000
postes.**

**Il faut agir pour défendre et améliorer notre système de santé , venez nombreux pour exiger du gouvernement
une véritable politique de santé publique avec les moyens financiers indispensables lors de la réunion publique:**

le « vendredi 6 avril 2018 »

à 18h30 salle Jacques Brel 5,rue Maurice Fourneau à Gonesse

Le gouvernement poursuit la casse de l'assurance maladie en baissant le curseur de la prise en charge, en transférant sur les mutuelles et les assurances privées, avec différents degrés de prestations, pour couvrir le restant à charge. Les différentes lois et la loi « BACHELOT » qui instaure l'ARS, agence régionale de santé n'ont qu'un but réduire l'offre de soins, fermer des établissements de proximité, introduire le privé dans l'hôpital public et faire payer les malades. C'est alors 30 % de la population qui renonce aux soins, par faute de moyen.

Depuis 15 ans, plusieurs réformes du milieu hospitalier ont profondément affecté le personnel en charge des patients et ces coupes budgétaires se passe à l'insu des usagers qui pour le moment entendent le discours officiel « les hôpitaux sont en déficit, c'est qu'ils ont mal gérés ! ». Pourtant tout est orchestré par l'état qui tient tout les leviers financiers.

Le premier levier est le financement des hôpitaux «la T2A» : tarification à l'activité mit qui a pour fonction le découpage des activités de soins et leur attribut un tarif. Mais celui-ci ne fait que de baisser chaque année qui impacte directement sur les recettes des hôpitaux.

Le deuxième levier est la réduction de la masse salariale par le non-remplacement des départs, par la mutualisation des équipes...

L'hôpital public qui en fait un service de santé public unique en France.

Rappelons à ce titre que les hôpitaux publics réalisent ainsi 80% des prises en charge complexes, accueillent 98% des patients polytraumatisés, 80% de l'activité psychiatrique, 82% de l'accueil des enfants de moins de 4 ans, 68% de l'accueil des plus de 75 ans, accueillent 92% des plus démunis, assurent 90% des gardes médicales et 100% de la réponse aux crises sanitaires. Lors de la vague d'attentats qui a endeuillé notre pays .

Le collectif de défense des établissements publics du territoire Nord Est du Val d'Oise, Hôpital Adelaïde Hautval (C. Richet) 472 lits, EHPAD« Cèdre bleu » 230 lits, Ehpap Jacques Achard 80 lits et de l'hôpital de Gonesse agit pour le maintien de ces structures publiques. Déjà plus de 10 000 personnes ont signé la pétition pour la défense de l'hôpital Adélaïde Hautval.

Contact téléphonique: 01 34 29 23 38

MAIL: collectif.santevlb@gmail.com

Un EHPAD ne remplace pas un HOPITAL

110 lits et 110 professionnels de l'EHPAD de Villiers-le-Bel ne remplaceront pas les 472 lits et 750 professionnels de l'hôpital C.RICHET/A.HAUTVAL



Le ministère de la santé, l'ARS (agence régionale de santé) et l'AP-HP (assistance publique hôpitaux de Paris) se disent œuvrer pour l'accès aux soins pour tous... or leur politique de santé publique menée ces dernières années est symbole de « fermetures » d'établissements, de lits...

L'annonce de la fermeture de l'hôpital AP-HP gériatrique C.RICHET fut une incompréhension, car le projet initial était une rénovation sur 8 ans avec un coût de 33 millions euros, en lien avec le nouvel hôpital de Gonesse afin de répondre au vieillissement de la population et de garantir un parcours de soins pour la personne âgée poly pathologique .



Aujourd'hui, le projet du futur EHPAD expérimental d'une plateforme multiservices gériatrique pour un coût de 21 millions euros, qui répond à l'accueil de la continuité du parcours de vie et non pas à une continuité d'un parcours de soins. Et c'est sans compter les appels à projets de l'ARS 95 pour « RECREER » une offre de soins palliatifs et cognito-comportementale qui étaient existantes sur l'hôpital C.RICHET/A.HAUTVAL avec des professionnels formés!!!!

L'activité du pôle «soins de suite et de réadaptation» de l'établissement C.RICHET permettait de prendre en charge le patient poly pathologique après un passage en hôpital (ex: Gonesse) afin de préparer le retour de celui-ci à son domicile.

La disparition d'un hôpital de proximité tel que l'hôpital Charles RICHET (Adélaïde HAUTVAL) et répondant au vieillissement de la population de l'Est du Val d'Oise et engendre la mise à mal de le centre hospitalier de Gonesse.

Dans ce contexte d'exigence de rentabilité financière ainsi qu'une baisse démographique médicale et paramédicale en ville ce qui renforce les difficultés d'accès aux soins et creuse les inégalités ce qui met en danger la population de ce territoire !

Le vieillissement n'est pas une priorité du gouvernement, celui-ci a même supprimé le secrétariat d'Etat aux personnes âgées et veut développer le système assurantiel privé c'est-à-dire le marché de « l'or gris » indigne de notre système de santé!!!

Le diagnostic des besoins fait par le conseil départemental du 95 est loin de rassurer face à l'enjeu de la politique vieillesse.

Il n'y a pas de projet innovateur pour éviter l'exclusion sociale ou isolement de la personne âgée!!!

Il met en exergue le taux de pauvreté des 60-74 ans, la désertification médicale, associé à l'accroissement des besoins de soins d'une population vieillissante, qui rend l'accès et le parcours de soins des séniors compliqués dans l'est du Val d'Oise. Ce qui nous laisse dans l'incompréhension face aux fermetures de l'EHPAD les « cèdre bleu » de la Ville de Pairs à Sarcelles 250 lits et de l'hôpital gériatrique AP-HP Charles RICHET 472 lits pour 2020!!!

Les données de l'INSEE permettent une projection de population Val d'Oisienne estimer, comptera 120 000 de plus 75 ans ou plus en 2040, soit près de 50 000 de plus qu'en 2015!!!

Quel avenir pour les EHPAD publics autonomes de l'ensemble

du département ?



La question se pose pour les 3 EHPAD de Luzarches, Viarmes et Louvres. Une décision importante est attendue début avril concernant l'avenir juridique de

ces 3 établissements dont les situations financières sont préoccupantes depuis plusieurs années.

A cette date, les autorités (Agence Régionale de Santé et Conseil Départemental 95) devraient se prononcer sur la base d'un rapport d'audit commandé par le CD 95 et qui sera communiqué au reste du CA.

Tant que la décision n'est pas prise, tout reste possible, il faut se battre pour le maintien dans le secteur public et contre le transfert au secteur privé et d'un personnel garanti de leur emploi contre un personnel en contrat précaire (CDD).

L'inquiétude du collectif avait été exprimée lors d'un communiqué de presse car l'histoire se répète.



Cette situation est identique à celle de l'EHPAD Jacques ACHARD de Marly-la-Ville!!! Qui avait été attaqué pour sa mauvaise gestion financière par

un directeur nommé par l'ARS elle-même!! Sa gestion a été reprise par la MGEN en octobre 2017.

RESTONS TOUS MOBILISÉS ! REFUSONS cette marche forcée vers une privatisation



L'EHPAD La Maison du Val d'Ysieux est situé à Luzarches dans le Val d'Oise. L'EHPAD dispose de 74 places en accueil permanent, 2 places en accueil temporaire et 9

places en accueil de jour Alzheimer. La structure est un établissement public autonome entièrement habilité à l'aide sociale.

Son d'histoire :

Dès le 12e siècle Luzarches accueille 2 établissements hospitaliers pour personnes âgées. Regroupés en 1700 et jusqu'au milieu du XIXe siècle, l'hôpital de soins est transféré en 1865 à la périphérie de la ville sur un terrain situé rue Bonnet, vendu par M. Alexandre Hahn. En 1962, on compte dans l'établissement 34 lits d'hospice et 4 lits de médecine. En 1980, un nouvel établissement voit le jour et l'hospice prend le statut de maison de retraite et compte 70 lits pour l'hébergement des personnes âgées.



L'EHPAD Le Cèdre Bleu,

à Sarcelles Village a été fermé en décembre 2015, par la ville de Paris. Les 160 résidents restant, pour certains atteints de très fortes pertes d'autonomies, ont été transférés dans des établissements parfois très éloignés de leurs familles ou leurs amis. Dans les mois qui ont suivi ces déménagements forcés de patients, d'importantes dégradations de leurs états de santé ont été constatées, ainsi qu'un taux anormalement élevé de décès.

L'ARS et le département du Val d'Oise se sont engagés à lancer une procédure pour choisir un gestionnaire privé! Pour le nouvel EHPAD de Sarcelles. L'appel à projet fut lancé le 29 septembre 2017, date limite du dépôt des candidatures le 26 janvier 2018, pour la création d'un établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD) de 90 places habilitées à 100% à l'aide sociale, Accueil de Jour de 10 places pour personnes souffrant de la maladie d'Alzheimer ou de maladies apparentées.

LA VILLE DE PARIS EN FERMANT L'EHPAD « Le Cèdre Bleu » COMPTE LIBÉRER SON PARC DE 8 HECTARES POUR QUEL PROFIT ???

La vraie question, est la suivante : quel système de santé pour aujourd'hui et demain dans ce pays?

Les réorganisations de services, le groupement des hôpitaux, sont les projets du gouvernement et l'unique réponse aux manques criants d'effectifs et de moyens que nous connaissons au centre hospitalier de Gonesse.

Prenons un exemple qui a le mérite de répondre à cette vision du système de santé en France:

«Le service des urgences de l'hôpital de Gonesse a déjà subi une REORGANISATION, alors comment interpréter les propos du médecin urgentiste sur BFM, qui explique les délais d'attente des usagers sans parler du casse tête pour leur trouver un lit autrement qu'en se disant que la réorganisation n'est la bonne réponse aux difficultés que rencontrent les personnels, puisque les patients attendent toujours sur des brancards, au lieu d'être hospitalisés dans les secteurs qui correspondent à leur pathologie pour y

«L'état des lieux des urgences n'est pas propre à l'établissement mais le constat de toutes les urgences de France!!!» être soignés ». Sans oublier que celui-ci est implanté sur un territoire déficitaire en professionnels libéraux (donnée de l'ARS : 43% de la

population du Val d'Oise se situe dans des zones défavorisées ou fragile), déficitaire en offre de soins publics (rapport de la cour des comptes 2011) et en y ajoutant les coups budgétaires... Les professionnels travaillent en 12h, des médecins sont en arrêt de travail ! Fait assez rare pour être signalé. Des difficultés pour trouver des lits d'aval,

alors qu'on ferme des lits (exemple la fermeture de l'hôpital C. Richet qui travaillait en étroite collaboration avec l'hôpital de Gonesse afin de répondre aux besoins d'un parcours de soins optimal de la personne âgée poly pathologique à pour conséquence un engorgement chronique des services des urgences et des services aigus de patients âgés poly pathologiques faute de places et du dysfonctionnement du parcours de soins (les patients sont envoyés dans des services hors du département 95) et pour parachever le tout une insécurité grandissante...Des agressions fréquentes, d'une violence extrême, posent la question de la sécurité sur le lieu de travail. Il faut donc une réponse très forte et cela nécessite l'embauche de vigils et de protection du site tant au niveau des

Puis Les GHT présentés comme le remède miracle aux maux de l'hôpital ? SUREMENT PAS !

caméras que d'éclairages, barrières, grillages.... Plutôt l'opportunité de cibler les secteurs en baisse d'activité et d'y remédier en regroupant les hôpitaux, en faisant des coupes radicales dans les budgets en embauchant des contractuels susceptibles d'être remerciés du jour au lendemain c'est le projet du gouvernement attaqué les statuts en recrutant uniquement des contractuels.

Il y a surchauffe!! Un découragement des équipes médicales et para médicales est palpable et s'entend reprocher «un manque d'organisation» !!! C'est un scandale de la part de nos dirigeants qui ont eux-mêmes orchestré ce KO!!!! et fuient aujourd'hui leurs responsabilités!!

HAPPYTAL s'installe à l'hôpital de Gonesse proposant des prestations comme un service dit de «conciergerie» afin d'améliorer la qualité de vie des patients et de leurs proches comme les trousseaux de toilette ou une manucure ... mais la vraie rentabilité est « la gestion des chambres individuelles » faite par celle-ci, facturées aux mutuelles !!! Les salariés d'HAPPYTAL sont habilités à se déplacer aux lits des malades et à marchander la chambre seule, peu importe



leurs état de santé ! De plus, HAPPYTAL a désormais accès à toutes les informations administratives de chaque hospitalisé et on peut légitimement s'interroger sur l'utilisation possible de ces données confidentielles !! Le marché des hospitaliers est attrayant près de 200 millions de journées d'hospitalisations! HAPPYTAL l'a bien compris, son chiffre d'affaires 2015 : est d'environ un million d'euros/Chiffre d'affaires prévisionnel 2016 : 4 millions d'euros (soit 4 fois plus qu'en 2015)(source Frenrweb.fr). Mais combien coûte financièrement cette prestation à l'hôpital ? Et cela ne remettrait-il pas en cause l'attribution des chambres individuelles suivant l'état de santé du patient qui demande initialement un avis médical?? Cela ne serait-il pas du profit sur le dos de la santé?!?!?

COUPON D'ADHESION AU COLLECTIF DE DEFENSE.

Je m'engage pour la défense de l'offre de soins pour nos aînés....

NOM :

PRENOM :

Qualité, responsabilité, profession :

Adresse personnelle :

Adresse Mail :

SIGNATURE :

J'autorise l'utilisation de mon mail pour recevoir des infos du collectif et la publication

publique de mon nom comme signataire : OUI NON (rayer la mention inutile)

Adresse de retour des bulletins : Collectif de défense, (à l'intention Syndicat CGT), Hôpital Adélaïde Hautval, rue du Haut du Roy 95400 Villiers-le -Bel.